

Motion

Proposer: Geschäftsleitung JUSO Schweiz (decided on: 05/02/2026)

Title: **Libre-échange et protectionnisme :
l'exploitation mondiale à l'ère du fascisme et
des crises économiques**

Motion text

Libre-échange et protectionnisme : l'exploitation mondiale à l'ère du fascisme et des crises économiques

Le monde sombre dans le chaos sous nos yeux – certes sans jamais avoir été en ordre non plus. Trump terrorise le monde avec sa politique douanière qui marque un tournant majeur dans la conception générale du commerce international. Nous sommes à la fin de la deuxième vague de mondialisation néolibérale qui a déferlé sur le globe depuis les années 1980. Nous observons aujourd'hui un fossé de plus en plus grand se creuser entre les représentant·es de la mondialisation néolibérale et les partisan·es d'un néolibéralisme nationaliste et centré sur l'État. Ces deux stratégies économiques nuisent l'une comme l'autre à la classe ouvrière, car c'est dans les deux le capital qui en tire profit en bout de course.

La réponse à cette déstabilisation internationale ne peut toutefois pas être une fuite en arrière. Il serait erroné de regretter le libre-échange effréné des dernières décennies avant Trump – mais c'est pourtant exactement ce que fait l'Europe en ce moment. Les États membres de l'UE et de l'AELE, dont la Suisse, s'empressent de conclure de nouveaux accords de libre-échange ou l'ont déjà fait récemment, par exemple avec les pays sud-américains du Mercosur ou avec l'Indonésie, la Chine et l'Inde. Le libre-échange libéral semble gagner du terrain même parmi les partis de gauche et les syndicats. Cette attitude ne peut toutefois pas représenter une stratégie sérieuse pour nous contre la guerre

tarifaire de Trump, car nombre des problèmes actuels trouvent précisément leur origine dans ce libre-échange libéral incontrôlé des dernières décennies. L'absence totale de commerce mondial n'est pas non plus une solution pour autant. Il apparaît clairement que le modèle économique dominant doit changer fondamentalement à l'échelle mondiale. Le présent document entreprend donc de passer en revue les développements et controverses actuelles autour du libre-échange libéral et du néolibéralisme mondial pour en tirer les conclusions qui s'imposent.

Libre-échange et protectionnisme

En simplifié, le libre-échange signifie l'échange de biens et de services entre pays avec le moins possible de droits de douane ou de restrictions commerciales. L'explication libérale de la nécessité apparente du libre-échange serait que tous les pays en tireraient profit s'ils se concentraient sur ce qu'ils produisent particulièrement bien et à moindre coût pour ensuite l'exporter. Cependant, la réalité est tout autre. Les grandes entreprises peuvent assez aisément délocaliser leur production vers des pays où les salaires et les autres coûts de production sont bas. C'est ainsi que le Nord global s'est désindustrialisé au cours des dernières décennies : les multinationales ont délocalisé leurs sites de production vers le Sud global ou des pays de la périphérie européenne. En bref, le libre-échange libéral signifie fondamentalement la liberté du capital. En parallèle de ce mécanisme se déploie une forte concurrence fiscale internationale, où les impôts sont tirés le plus bas possible pour attirer les entreprises et les ultra-riches vers des pays comme la Suisse, Singapour, le Panama ou des villes comme Hong Kong et Dubaï. Cette course au moins-disant entraîne des pertes fiscales massives dans de nombreux pays en permettant aux plus riches d'échapper à toute redistribution équitable en délocalisant leur capital. [\[1\]](#)

La théorie du libre-échange trouve principalement son origine chez les économistes libéraux Adam Smith et David Ricardo. Elle a été formulée comme une critique du mercantilisme, la politique économique dominante en Europe entre le 16e et le 18e siècle, qui est ensuite longtemps restée la théorie politique dominante en matière de commerce. Son idée fondamentale était qu'un pays devait exporter le plus possible et importer le moins possible afin de concentrer un maximum de richesses en son propre sein.

Pendant l'industrialisation, les pays européens pratiquaient un protectionnisme strict dans le but de protéger leur économie nationale de la concurrence étrangère. Les principales mesures qui caractérisent le protectionnisme sont les barrières commerciales tarifaires (droits de douane) ou non tarifaires (quotas d'importation maximaux, normes minimales à respecter, etc.). Le protectionnisme était nécessaire pour pouvoir suivre le rythme de la course au progrès technologique. Des pays comme l'Allemagne, la France et les États-Unis ont misé

sur des droits de douane élevés pour limiter le volume des importations britanniques et sur l'espionnage industriel pour améliorer leur propre production. Cette stratégie a perduré relativement longtemps : aux États-Unis, les droits de douane sont restés entre 35 et 50 % jusque dans les années 1950. Après la Seconde Guerre mondiale, ils ont été progressivement réduits, mais seulement après que les États-Unis soient devenus la première puissance économique mondiale. [21] À titre de comparaison, dans les années 2000, les droits de douane américains sur les importations s'élevaient à environ 2 %. Vers la fin du 19^e siècle, la Grande-Bretagne a été le premier pays à miser systématiquement sur le libre-échange et des droits de douane bas – mais bien seulement à un moment où sa domination économique était déjà établie. Contrairement à ce que l'on prétend souvent, les puissances coloniales du Nord global ne doivent pas leur essor économique au libre-échange en premier lieu mais plutôt à des mesures protectionnistes grâce auxquelles elles ont délibérément développé et protégé leurs industries. Historiquement, le libre-échange ne s'est généralement révélé avantageux que pour des pays qui disposaient déjà d'une économie forte et compétitive à l'échelle internationale. Dans la pratique, il est toutefois difficile de distinguer clairement le libre-échange du protectionnisme. Au contraire, ces deux stratégies se sont succédé l'une l'autre à maintes reprises au cours de l'histoire. Entre le déclenchement de la Première Guerre mondiale en 1914 et l'après-guerre, les mesures protectionnistes ont de nouveau dominé dans de nombreux pays d'Europe. La guerre, les crises économiques et l'instabilité politique ont affaibli de nombreuses économies et conduit les États à cloisonner davantage leurs marchés, la Grande-Bretagne se distinguant comme une rare exception. Cette alternance historique entre libre-échange et protectionnisme a rarement été le fruit de convictions purement idéologiques. Le facteur déterminant était généralement la question de savoir quelle stratégie permettait aux États de s'assurer la plus grande prospérité et la plus grande puissance économique dans les conditions économiques du moment.

L'essor du néolibéralisme

Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis sont devenus la première puissance économique et ont joué un rôle central dans la mise en place d'un nouvel ordre économique international. L'ONU nouvellement créée a également souligné l'importance de la coopération internationale comme fondement de la paix et de la prospérité. Sous le mot d'ordre "Plus jamais la guerre", de nombreuses formes de coopération scientifique, institutionnelle et économique ont vu le jour. Dès 1944, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale) ont été fondés. À l'initiative des États-Unis, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), un accord commercial international visant à

libéraliser progressivement le commerce mondial, a vu le jour en 1947. L'accord prévoyait notamment la suppression des droits de douane, la réduction des quotas d'importation ainsi que l'obligation d'étendre les avantages commerciaux accordés à un pays à tous les pays signataires. L'un des points principaux en était la notion nouvelle de traitement égalitaire des produits et des entreprises étrangers et nationaux dans le commerce.

À partir des années 1980, le néolibéralisme a commencé son ascension triomphale, avec parmi ses fondements la logique du libre-échange libéral mondial. Le libre-échange est devenu la norme au niveau international, inaugurant l'ère des accords de libre-échange. Mais là encore, le libre-échange n'est en aucun cas imposé partout ; il l'est seulement là où le capital trouve du profit à en tirer. Contrairement à ce qu'ils prétendent, les pays occidentaux ne cherchent donc pas à créer de la prospérité pour toutes et tous mais à garantir et renforcer leur propre hégémonie. Le GATT et différents autres cycles de négociations ont donné naissance en 1994 à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Depuis ce moment, tous les membres de l'OMC s'engagent à offrir à tous les mêmes réductions de droits de douane sur certains produits. C'est donc de cet accord qu'est né le libre-échange effréné tel que nous le connaissons aujourd'hui.

L'ère des accords de libre-échange

Outre les accords de l'OMC, les accords de libre-échange (ALE) bilatéraux et multilatéraux comptent parmi les principaux instruments du libre-échange. Il s'agit de traités de droit international conclus entre un ou plusieurs États dans le but de supprimer les barrières commerciales. La Suisse conclut généralement ses accords de libre-échange dans le cadre de l'Association européenne de libre-échange (AELE), qu'elle a cofondée dans les années 1960. Les autres membres de l'AELE sont l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein. Outre l'accord de l'AELE et l'accord de libre-échange avec l'UE, la Suisse a actuellement 35 accords de libre-échange avec différents pays. [\[3\]](#) La Suisse prône une politique de libre-échange libérale mais cherche avant tout à protéger ses propres intérêts. C'est notamment le cas lorsqu'il s'agit d'accords de libre-échange avec des pays du Sud : ce sont généralement les riches pays industrialisés qui en profitent. Les accords en place ont permis aux entreprises suisses d'économiser plus de 2,2 milliards de francs en droits de douane potentiels pour la seule année 2023. [\[4\]](#) Ces "économies" se retrouvent ainsi en négatif dans le budget de l'autre État pour ses dépenses destinées à la collectivité. Cette somme se traduit rarement par une baisse des prix et profite principalement aux grandes entreprises. La population générale doit ainsi assister impuissante à la manière dont les actionnaires des entreprises se remplissent les poches grâce aux accords de libre-échange. En effet, la population est rarement impliquée dans les décisions concernant ce

type d'accords. C'était déjà le cas lorsque Napoléon III a négocié en secret avec le Royaume-Uni en 1860, et c'est encore aujourd'hui une amère réalité. Ainsi, le document original du TISA (Trade in Services Agreement) est conservé secrètement dans un coffre-fort au Parlement européen et protégé par des droits d'auteur. Ce n'est qu'en 2014 qu'une partie du texte a été publiée par Wikileaks, et ce pour une bonne raison : la plupart de ces accords sont négociés par de grandes institutions néolibérales internationales (telles que le FMI, la Banque mondiale ou le G7), qui représentent les intérêts des capitalistes et poursuivent l'objectif clair de maximiser les profits dans le commerce mondial. Ce type de politique de libre-échange a de graves conséquences à l'échelle mondiale. L'absence de normes sociales pour les produits importés conduit les multinationales à produire dans des pays qui ne garantissent pas le respect des droits humains et où règnent des conditions de travail déplorables. Ces multinationales augmentent leurs profits sans aucun respect pour les travailleur·euses, pour finalement écouler leurs marchandises dans les pays du Nord. Les multinationales ont même le droit de poursuivre les États pour entrave au commerce, et ces attaques se multiplient de manière massive. Les tribunaux d'arbitrage qui statuent sur ces plaintes, comme par exemple le CIRDI (tribunal de la Banque mondiale), sont profondément antidémocratiques et symbolisent la dictature des entreprises qui s'oppose aux États et aux travailleur·euses. Ainsi, les procédures manquent de transparence, les juges sont choisis au hasard et l'État est contraint de prendre en charge les frais de justice. C'est pourquoi les entreprises gagnent presque toutes leurs plaintes et leurs opposants sont réduits au silence, car ils ne peuvent plus assumer les frais de justice.

Mercosur : des profits pour les entreprises, des risques pour les personnes et l'environnement

L'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Marché commun du Sud (Mercosur), composé de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay, est également au cœur des débats actuels. Aux côtés des États de l'AELE, la Suisse s'efforce également de conclure un accord de libre-échange avec les États du Mercosur. Un accord incluant la Suisse a été signé en septembre 2025.

Cet accord, qui fait l'objet de négociations et de discussions depuis des années, est vivement critiqué, à juste titre, par de nombreux acteurs. 450 organisations de l'UE et du Mercosur ont donc rédigé un document de principe dans lequel elles demandent l'abandon de l'accord et une refonte en profondeur de la politique commerciale de l'UE.

Au début de cette année, des manifestations ont eu lieu à Bruxelles et à Paris, mais aussi en Pologne et en Irlande. Les agriculteurs étaient en première ligne, car les réglementations environnementales européennes ainsi que les coûts de

main-d'œuvre en Europe les placent dans une position de faiblesse face à la concurrence des grandes exploitations d'Amérique du Sud. Ainsi, ces accords entraîneraient des problèmes de dumping en Europe et pousseraient en même temps les pays d'Amérique du Sud à se concentrer davantage sur l'exportation de produits agricoles et de matières premières.

Tout cela se fait au profit des plus riches, qui empocheraient toutes les "économies" rendues possibles par l'accord, aux dépens de l'État et des travailleur·euses. La qualité de vie de la population dans son ensemble, que ce soit en Europe ou en Amérique du Sud, ne serait pas améliorée par cet accord, bien au contraire : une étude de 2018 prévoit une perte de 186 000 emplois rien qu'en Argentine, dont la moitié dans l'industrie textile qui emploie avant tout des femmes. La prétendue amélioration du standard de vie ne se concrétisera sans doute pas non plus. L'Uruguay pourrait même s'attendre à une perte de 100 millions d'euros. [\[5\]](#)

Cet accord renforce les structures néolibérales et accélère la désindustrialisation et l'exploitation des personnes et de la nature au sein du Mercosur. Dans les pays d'Amérique du Sud, cela entraîne une perte d'encore plus de terres des populations autochtones pour répondre aux exigences de l'industrie agroalimentaire et de l'exploitation minière.

L'accord renforce la dépendance vis-à-vis des États de l'UE et de l'AELE, conduisant à l'appauvrissement de la population. Suite à la baisse des droits de douane, les États du Mercosur vont être inondés de produits importés de l'UE, affaiblissant encore davantage la production nationale et détruisant des emplois. En revanche, les grands groupes en tireront profit – dans le cadre de l'accord avec l'UE, principalement les industries automobile et textile.

L'accord de libre-échange passé entre la Suisse et l'Inde en 2026 est également un cadeau fait aux grands groupes, et plus particulièrement à l'industrie pharmaceutique qui produit en Inde les matières premières nécessaires à ses médicaments car les normes environnementales y sont peu strictes et les salaires bas. Les déchets pharmaceutiques non filtrés y menacent ainsi l'approvisionnement en eau de régions entières, et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres de la politique étrangère abusive de la Suisse.

La JS Suisse rejette catégoriquement les accords de libre-échange néolibéraux qui ne servent que les intérêts du capital et ne prévoient aucun mécanisme cohérent pour la protection des personnes et de la nature.

Mettons fin à la surexploitation du Sud global !

L'exploitation du Sud global est impitoyablement perpétuée par des structures néocoloniales. Dans de nombreux pays du Sud global, la production a été délocalisée dans divers secteurs qui nécessitent des technologies aujourd'hui assez peu coûteuses, par exemple l'industrie textile. Il n'en va cependant pas de même pour les produits plus coûteux : en effet, les machines et technologies

requisites sont trop chères, notamment en raison des prix plus élevés également pour la main-d'œuvre requise à leur fonctionnement. Ces pays sont donc contraints de produire avant tout dans des secteurs à bas salaires. Les structures néocoloniales organisent ainsi une véritable surexploitation. [6] Ce mécanisme s'observe de manière particulièrement flagrante dans l'extraction des matières premières : l'or, le cobalt ou le café, par exemple, sont extraits dans les pays du Sud global par des travailleuse·eurs sous-payé·es et dans des conditions de travail inhumaines. Les mines et les plantations appartiennent et/ou sont exploitées par des multinationales et entreprises du Nord global qui y récupèrent ensuite l'ensemble des bénéfices réalisés. La Suisse joue un rôle central dans le commerce des matières premières : on estime que la part de marché mondial des entreprises suisses s'élève à 60 % pour les métaux, 50 % pour les céréales, 40 % pour le sucre et 35 % pour le pétrole. [7] Pratiquement aucune de ces matières premières à l'exception de l'or ne passe cependant jamais par la Suisse.

En Suisse aussi, les partis bourgeois prônent hypocritement le libre-échange dans la stricte mesure où il leur est profitable. En revanche, le discours change du tout au tout lorsqu'il s'agit par exemple des droits de propriété intellectuelle. Les brevets sur les médicaments empêchent la production de génériques bon marché, ce dont les grands groupes pharmaceutiques comme Novartis et Roche profitent largement. Ils peuvent ainsi fixer des prix exorbitants qui rendent par la même leurs produits inabordables dans les pays du Sud global. Dans le domaine agricole aussi, cette politique a des conséquences désastreuses : la Suisse protège les grands groupes agroalimentaires qui ont fait breveter des milliers de variations génétiques naturelles de semences, mettant ainsi en péril la sécurité alimentaire mondiale. De plus, les accords de libre-échange provoquent souvent des dommages considérables à l'environnement – tout en entravant la mise en place de normes de protection efficaces, car elles réduiraient considérablement les profits des grands groupes.

Le trumpisme est un néolibéralisme

Assistant à la guerre des droits de douane lancée par Donald Trump, certain·es observatrice·eurs ont crié à la fin du néolibéralisme et du libre-échange mondialisé. Or, si le gouvernement Trump mène une politique commerciale fortement protectionniste, celle-ci n'a que peu à voir avec un quelconque abandon du modèle économique néolibéral. En réalité, cette stratégie relève plutôt d'une tentative de maintien de la suprématie mondiale des États-Unis. Trump et les principales·aux représentant·es du mouvement MAGA alimentent délibérément le discours selon lequel les États-Unis auraient été "exploités" économiquement par d'autres pays, invoquant principalement au crédit de cette thèse le montant de leurs déficits commerciaux. Ce faisant, elles et ils occultent le fait que de nombreuses entreprises américaines ont d'elles-mêmes

délocalisé leur production vers des pays du Sud afin de profiter de salaires plus bas et de réglementations moins strictes. Dans le même temps, certains États asiatiques – en particulier la Chine – ont profité de leur intégration au commerce mondial pour développer leur propre base industrielle et rattraper leur retard économique.

Le programme de politique commerciale de Trump vise donc avant tout à rapatrier des capacités de production aux États-Unis et à intensifier la concurrence géopolitique avec la Chine. Sa politique fait le pont entre les intérêts néolibéraux des entreprises et des mesures nationalistes et protectionnistes, sans qu'à aucun moment ceci ne signifie un changement fondamental de l'ordre économique mondial. Au contraire, cette stratégie risque seulement d'aggraver les conflits commerciaux internationaux tout en perpétuant les problèmes structurels liés aux inégalités globales.

Trump reste fidèle au néolibéralisme, déplaçant simplement le centre de gravité de la sphère mondiale vers la sphère nationale. Il vise ainsi des baisses d'impôts pour les riches et leurs entreprises, une réduction de la dette publique et une politique d'austérité pour la population, le tout bien entendu accompagné d'une augmentation des dépenses militaires. Son objectif est ainsi la taille et le démantèlement pur et simple de l'État. Dans le même temps, les réglementations en matière d'environnement et de santé sont supprimées et le secteur financier est déréglementé encore davantage. Par sa stratégie "Make America Great Again", Trump se met à dos tous les autres pays, y compris en Europe, qui comptent pourtant parmi les plus puissants alliés des États-Unis impérialistes. Depuis la crise financière mondiale de 2008, les pays de l'UE se trouvent de leur propre fait en perte de vitesse, ayant dû accumuler d'énormes montagnes de dettes pour sauver leurs banques. La population est depuis lors écrasée par des programmes d'austérité pour éponger ces dettes, tandis que les dépenses militaires ne cessent d'augmenter en parallèle. La croissance économique en Europe stagne, et le mécontentement qui en résulte offre un terreau fertile à l'extrême droite.

La réponse de la gauche aux crises de plus en plus complexes et aux jeux de pouvoir géopolitiques menés aux dépens de la population reste quant à elle trop simpliste. La gauche social-démocrate refuse de proposer une alternative cohérente au capitalisme. Pour pouvoir mettre un terme à ces évolutions dangereuses, la gauche doit cesser de se concentrer sur une amélioration progressive du capitalisme. Il ne faut plus soutenir un système qui ne pourra jamais de près ou de loin servir les intérêts de la population mondiale.

Libre-échange ou pas d'échange ?

Le commerce international ne doit pas être considéré comme un mal en soi. L'opposition entre protectionnisme et libre-échange n'est pas non plus pertinente. Le protectionnisme favorise le capital national, tandis que le

libre-échange profite au capital international. Dans les deux cas, ce sont les mêmes qui y perdent : les travailleuses et les travailleurs. Un système commercial international est fondamentalement nécessaire pour permettre un niveau de vie élevé dans le monde entier, garantir l'accès aux technologies vitales (appareils médicaux, médicaments, etc.) ou encore faciliter la vie et le travail. Pratiquer les échanges internationaux pour une partie des biens n'empêche par ailleurs pas l'agriculture ou d'autres secteurs d'être entièrement locaux. De plus, certains secteurs doivent être protégés du commerce international et des investissements étrangers, comme par exemple les services publics (énergie, transports, eau, etc.). Il s'agit de déterminer dans quels secteurs ce commerce reste stratégique et vital et de garantir une division internationale du travail qui respecte tous les travailleur·euses quelle que soit leur origine.

La JS demande donc à court terme :

- **Pas d'accords commerciaux qui violent les droits humains:** La Suisse doit suspendre toutes les négociations d'accords avec les États qui ne respectent pas les droits humains. Des études objectives doivent être menées au préalable dans cette optique dans les États susceptibles de violer les droits humains. De même, les entreprises ayant leur siège en Suisse qui violent les droits humains dans d'autres pays du monde doivent être tenues pour responsables et sanctionnées – comme le demandait l'initiative pour des multinationales responsables, mais aussi sa nouvelle version qui fera prochainement l'objet d'un référendum.
- **Des barrières contre la course internationale au dumping:** La Suisse doit mettre en place des barrières commerciales tarifaires et non tarifaires pour empêcher les entreprises de profiter du libre-échange en réalisant des bénéfices au détriment des travailleur·euses ou de l'environnement. Ces taxes doivent prendre en compte les économies réalisées par une entreprise du fait de la délocalisation de sa production à l'étranger dans des conditions de travail moins favorables que celles requises en Suisse. Les coûts environnementaux doivent également être pris en compte. Si ces mesures entraînent une hausse des prix, elles doivent s'accompagner d'une amélioration du niveau de vie.
- **La transparence dans les négociations et la démocratisation du processus décisionnel:** Il est inacceptable que les négociations sur la politique commerciale de la Suisse se déroulent à l'étranger sans que la population en soit pleinement informée. Les questions relatives aux accords internationaux doivent être démocratisées, et ce bien en amont des décisions finales sous forme de référendums. Les négociations doivent être

transparentes et les autorités doivent justifier leurs positions et les décisions qu'elles proposent. Les questions relatives aux conditions d'importation, à la définition de normes écologiques et à leur respect dans les accords de libre-échange doivent également tenir compte de l'avis de la population et être soumises au référendum.

- **Des mesures contre les délocalisations et un droit de préemption des travailleur·euses:** Les entreprises suisses délocalisent régulièrement leur production à l'étranger afin d'en réduire les coûts. Elles profitent généralement pour ce faire de règles moins strictes de protection des travailleur·euses et de l'environnement. Il est nécessaire de déployer une série de mesures pour lutter contre ces pratiques. Un impôt de sortie sur le capital et les entreprises peut par exemple empêcher le retrait de capitaux et d'entreprises de Suisse.
En effet, ce ne sont pas seulement les entreprises mais aussi les capitaux suisses qui participent à l'exploitation internationale des travailleur·euses. Les capitaux qui fuient à l'étranger ne sont généralement pas investis pour le bien-être ou l'amélioration des conditions de vie des populations du Sud global, bien au contraire. Si une entreprise parvient néanmoins à délocaliser sa production, les ancien·nes employé·es en Suisse doivent bénéficier d'un droit de préemption sur le site de production en Suisse. L'État doit mettre à disposition des crédits à taux préférentiel dans ce but.
- **Une réforme en profondeur du système des brevets:** Un système économique égalitaire n'est pas compatible avec un système de brevets qui permet à de grandes entreprises dominées par le capital occidental de réaliser des profits au détriment des populations du Sud global.
Les brevets peuvent avoir pour conséquence que des produits essentiels comme des médicaments, des semences ou de nouvelles technologies restent inaccessibles pour de nombreuses personnes, tout en créant des dépendances économiques en parallèle.
Les entreprises et idéalement les États du Sud global eux-mêmes doivent donc être en mesure de produire les biens nécessaires pour répondre aux besoins fondamentaux de leur population. Cette production ne doit pas être contrôlée par des multinationales issues des régions de concentration économique.
- **Les services publics en tant que biens communs:** La Suisse doit rejeter tout accord qui restreindrait la marge de manœuvre de l'État, par exemple par le biais de privatisations. Seul un service public solide et couvrant l'ensemble du territoire peut défendre les intérêts de l'ensemble de la population. C'est pourquoi les autorités suisses doivent également

s'opposer formellement aux pratiques du FMI et de la Banque mondiale, qui imposent souvent le libre-échange et les privatisations aux pays du Sud global en échange de crédits.

Au-delà du protectionnisme et du libre-échange : pour une socialisation de l'économie !

Face aux problèmes et aux conditions matérielles actuelles, la JS Suisse souhaite proposer une sortie de l'opposition entre protectionnisme et libre-échange. L'objectif n'est ni la suppression du commerce international ni une internationalisation totale du marché, mais un système économique démocratique dans lequel les industries clés sont socialisées et détenues collectivement.

La JS Suisse revendique donc à long terme :

- **La fin des structures (néo-)coloniales:** Aucun système commercial ne peut être équitable tant que l'économie internationale repose sur des structures (néo-)coloniales. Ces structures continuent de permettre l'exploitation de la périphérie par les centres économiques. La situation restera inacceptable tant que la division du travail à l'échelle internationale demeurera inégale et que les capitalistes du Nord global contrôleront la majeure partie du capital, et ce même si des normes environnementales et sociales plus strictes sont appliquées. C'est pourquoi des changements profonds sont nécessaires, en commençant par l'annulation de la dette des pays du Sud et des réparations financières pour l'exploitation coloniale et les crimes comme l'esclavage, ainsi que l'expropriation des actifs des entreprises du Nord global dans le Sud global.
- **La souveraineté alimentaire : pour la socialisation des terres:** La population doit partout pouvoir déterminer elle-même sa politique agricole. L'objectif est de construire une agriculture locale et respectueuse de l'environnement, avec des circuits de distribution courts. La terre ne doit plus être un objet de spéculation utilisé avant tout pour enrichir des investisseurs. Elle doit au contraire être organisée comme un bien commun. L'importation de denrées alimentaires sur de très longues distances provoque des dommages écologiques considérables, n'est pas viable à long terme et doit donc être supprimée.
- **La fin de la concurrence destructrice – pour une garantie de l'accès au marché local pour les producteur·ices local·es:** Il faut en finir avec les

exportations qui écartent ou mettent sous pression la production locale dans les pays économiquement défavorisés. Ces exportations entravent le développement économique local autonome et font obstacle à une coopération internationale solidaire. Les sites de production doivent donc être implantés aussi près que possible des lieux où les biens sont consommés.

- **La lutte pour une alliance socialiste internationale concrète:** Il nous apparaît clairement que le commerce international ne peut être juste et écologique que si toutes les régions concernées s'organisent démocratiquement et conçoivent leur économie de manière socialiste. Le socialisme ne connaît pas de frontières nationales. Les régions qui se sont libérées du capitalisme doivent coopérer. C'est seulement ainsi que nous parviendrons à surmonter l'hégémonie commerciale étasunienne et occidentale en général et à la remplacer par un système égalitaire qui profite à toutes et tous.

[1]: <https://jacobin.de/artikel/globalisierung-neoliberalismus-china-trump-handelskrieg-freihandel>

[2]: https://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/sonst_publicationen/TTIP_UHerr_mann.pdf

[3]: https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Aussenwirtschaftspolitik_Wirtschaftliche_Zusammenarbeit/Wirtschaftsbeziehungen/Freihandelsabkommen.html

[4]: https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Aussenwirtschaftspolitik_Wirtschaftliche_Zusammenarbeit/Wirtschaftsbeziehungen/Freihandelsabkommen/nutzung_freihandelsabkommen/fha-monitor.html

[5]: <https://jacobin.de/artikel/eu-mercosur-abkommen-emily-oreilly-werner-kogler-kritik-eu-ratspraesidentschaft-freihandel>

[6]: https://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/sonst_publicationen/TTIP_UHerr_mann.pdf

[mann.pdf](#)

455 [7]: <https://www.publiceye.ch/fr/thematiques/matieres-premieres/la-suisse-et-la->
456 [malediction-des-ressources/plaque-tournante-des-matieres-premieres](https://www.publiceye.ch/fr/thematiques/matieres-premieres/la-suisse-et-la-malediction-des-ressources/plaque-tournante-des-matieres-premieres)